L'économie turque : de l'étatisme à une forme de libéralisme

Deniz AKAGÜL

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/453>

DOI : 10.4000/cemoti.453

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1989

Pagination :

133-148

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Deniz AKAGÜL, « L'économie turque : de l'étatisme à une forme de libéralisme », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 8 | 1989, mis en ligne le 30 mars 2004, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/453> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.453>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

L'économie turque : de l'étatisme à une forme de libéralisme

Deniz AKAGÜL

RÉSUMÉS

En déposant sa candidature à la CE, la Turquie s'est engagée à adopter les règles de fonctionnement d'une économie libérale. À travers l'histoire économique fortement marquée par la présence importante de l'État, l'article s'interroge sur la capacité d'adaptation de la Turquie à ces règles. Après le libéralisme des années vingt, qui s'achève avec la crise de 1929, les élites républicaines influencées par l'expérience ottomane et convaincues que la puissance politique passe par la puissance économique, engage la Turquie dans la voie d'un développement volontariste où le secteur public joue le rôle moteur de façon complémentaire au secteur privé qui est fortement appuyé par l'État. La période d'après guerre qui sera marquée par le retour au discours libéral ne signifiera pas pour autant le désengagement de l'État, bien au contraire. Cette orientation sera renforcée à partir des années soixante, dans le cadre de l'économie mixte et de la planification, et sera accompagnée par l'émergence de l'État social en corollaire à l'autonomisation progressive d'une société civile. Les phases d'expansion stimulées par les dynamiques internes alterneront avec les phases de stabilisation imposées par la contrainte extérieure, jusqu'à ce que la stratégie d'import-substitution entre en crise à la fin des années soixante-dix. Le retour au libéralisme au début des années quatre-vingt, demeure cependant ambigu dans la mesure où la stratégie de promotion des exportations a été menée avec le recours massif aux fonds publics et surtout parce que l'expansion rapide du déficit public témoigne du fait que l'État reste le principal acteur qui déstabilise les équilibres macroéconomiques.